



## **Déclaration liminaire FSU CSASD 19 octobre 2023**

Vendredi dernier, trois collègues ont été sauvagement attaqués par un jeune radicalisé dans leur établissement. Cet acte terroriste a entraîné le décès d'un professeur de français, Dominique Bernard, et grièvement blessé d'autres personnels : un professeur d'EPS et un agent de sécurité de la Région. C'est une nouvelle fois l'effroi et la sidération qui ont traversé toute la profession. 3 ans après l'assassinat de S. Paty, un collègue est décédé parce qu'il était professeur. C'est confirmé, l'Ecole est devenue une cible pour ce qu'elle représente : un lieu d'émancipation par les savoirs, permettant à chaque élève d'entrevoir une porte, un avenir quel que soit son milieu d'origine. L'Ecole est une cible parce qu'elle est le creuset de toute civilisation. Il est de notre devoir de la faire vivre malgré et contre tous ceux qui veulent l'affaiblir ou la détruire.

C'est dans ce contexte pesant et sur fond d'une crise désormais structurelle de l'Ecole que s'ouvre le premier CSASD de cette année scolaire.

Alors que l'accroissement des inégalités scolaires n'a jamais été aussi fort et que les métiers de l'enseignement traversent une crise d'attractivité sans précédent, les documents que vous nous présentez à l'occasion de ce CSASD sont toujours sur le même modèle d'auto satisfaction d'une école qui se veut radieuse en terme d'effectifs, de taux d'encadrements, d'inclusion avec des moyens toujours mieux ajustés ..... aux préconisations ministérielles !

Ces chiffres et ces tableaux passent sous silence la détérioration des conditions d'exercice des collègues. A cet égard, les dernières déclarations du ministre n'ont rien de rassurant. Derrière sa « bataille pour le niveau de notre école ». Ce qui attend les personnels enseignants et les élèves correspond en réalité à un recul de plusieurs décennies : refonte des programmes, fin des cycles avec retour à un séquençage par année et par classe, mise en place de manuels standardisés (à la demande de l'institut Montaigne), des classes de niveaux en sixième pour un collège "modulaire", français/maths à tous les étages, recrutement à niveau Bac pour un formatage précoce (et baisse des grilles salariales à la clé...), sans oublier la restauration de l'autorité.

Tout cela plié en 8 semaines dans le cadre d'une mission choc appelée " *Exigence des savoirs* " pour une application dès la rentrée 2024 ! Opération marketing Attal: "relever le niveau" et sauver l'école en 8 semaines.

Pour emballer cette véritable réforme systémique, sans aucune consultation des organisations syndicales, un beau questionnaire pour les enseignant.es devrait rapidement arriver.

L'École Publique au sommet du management vertical !

G.Attal, sans surprise, accélère et déroule son projet ultra libéral qui revient à un renoncement au "Toutes et tous capables" avec pour conséquence l'augmentation des inégalités.

Plus l'administration vante l'autonomie des établissements et renforce les autorités hiérarchiques intermédiaires, plus le Ministère attaque notre professionnalisme et notre liberté pédagogique par la mise en concurrence et la contractualisation de nos missions.

Pas un seul mot sur les sujets essentiels qui font notre quotidien : abaissement des effectifs, formation initiale et continue de qualité, sur temps de travail et pour tous les personnels, reconstruction des RASED, abondement de moyens humains pour l'accompagnement des élèves selon leurs besoins (postes d'enseignant.es spécialisé.e.s, de psychologues, d'AESH, structures spécialisées...), plus de maitres que de classe, revalorisation de nos salaires et de nos carrières, temps de travail, création d'un corps de la fonction publique d'État pour les AESH etc. Dans le 2<sup>nd</sup> degré la dégradation des conditions d'exercice des collègues, en particulier les plus jeunes et les TZR suite à la suppression souvent brutale de postes depuis 2017, devrait être une préoccupation majeure. Nombre d'entre-eux songent de plus en plus sérieusement à démissionner à cause du manque de perspectives de poste fixes ou du nombre croissant d'affectations hors zone.

En France, de 2007 à 2021, le nombre de démissions d'enseignant-es a été multiplié par 8(chiffres de la DEEP). Il s'élevait à 2836 en 2021-2022. Et la réponse de notre ministre est : « relevez le niveau ».

Notre école est dans une grande souffrance. Nous n'avons pas de temps à perdre dans une énième consultation. Nous n'avons pas attendu les annonces démagogues de ce nouveau ministre, adressées à la frange la plus passéiste de la population, pour être exigeant-es dans notre enseignement. En tant que professionnels nous nous saisissons de notre pouvoir d'agir enseignant et défendons une toute autre vision de l'école.

Pour une société plus juste et solidaire, c'est d'un changement de cap radical dont nous avons besoin pour créer d'autres perspectives pour l'école et pour la société, c'est d'un autre partage des richesses en rupture avec la logique productiviste du "toujours plus, toujours plus vite" d'un modèle économique libéral à bout de souffle. Cela passe dans notre champ, par le renforcement et le réinvestissement dans le service public d'éducation partout et pour tous.